



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple Un But Une Foi

Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement



DESENSABLEMENT DES GRANDES ARTERES Quand Guédiawaye respire la propreté !



Grâce à sa convention de partenariat avec le Fonds d'entretien routier autonome (FERA), la ville de Guédiawaye offre un visage attrayant. L'insalubrité et l'ensablement sont devenus de vieux souvenirs.

Le contraste est saisissant. Des rues propres, bien entretenues. Sur l'allée principale menant à l'hôtel de ville, c'est-à-dire du Rond-point Dial Mbaye à celui de la préfecture, la chaussée est débarrassée du sable et des saletés. La mosquée qui est en face de la mairie est aussi propre. Autre temps, autres mœurs, confie l'adjoint au maire de Guédiawaye. Ce moment, l'équipe municipale l'attendait depuis longtemps. Elle piaffait d'impatience pour parler des retombées positives de la convention de partenariat avec le Fonds d'entretien routier autonome (FERA) laquelle a permis à la ville de Guédiawaye d'assurer un entretien régulier des grandes artères de la ville.

« Aujourd'hui, l'impact est visible. Les routes sont bien entretenues », confie Mamadou Diawara, secrétaire municipal de la ville de Guédiawaye. Et les usagers apprécient. « C'est une action à saluer et à encourager. Grâce au dessablement, la voie est plus large et on peut circuler normalement », témoigne Birane Ndoye, chauffeur du bus Dakar Dem Dikk, la société publique de transport en commun. « Les chauffeurs ne se disputent plus la voie et cela amoindrit les accidents », ajoute-t-il.

Aly Touré, enseignant à la retraite a les chaussures bien lustrées. Il apprécie le travail des techniciens de surface de la mairie de ville. « Dans un passé récent, quand je venais à Guédiawaye, je changeais de chaussures à cause du sable qui colonisait la route et le trottoir », déclare le sexagénaire qui loge à la cité cap-verdienne, non loin du centre-ville.

De l'aveu même des autorités municipales, l'intervention du Fonds d'entretien routier autonome (FERA) est doublement salubre. Elle a ôté une épine au pied de la municipalité de Guédiawaye en l'aidant

dans l'entretien des principales artères de la ville. Ce projet permet également de lutter contre le sous-emploi et le chômage.

Avant l'intervention du FERA, la municipalité s'acquittait difficilement de la tâche. Les agents préposés à la tâche étaient mal payés. Ils percevaient entre 30.000 et 50.000 FCfa ; le paiement n'était pas régulier. Parfois le salaire était payé après le 15 du mois.

Grâce au FERA, les choses ont changé. Positivement. A la fin de chaque mois, le salaire des techniciens de surface est versé via une

plateforme de transfert d'argent. Au plus grand bonheur des agents. Il a été également sensiblement revu à la hausse. Pour certains, le salaire a doublé et triplé pour d'autres. Cette valorisation de la paie fait que beaucoup de gens veulent travailler à la municipalité comme technicien de surface, selon les agents ; des agents qui confient d'ailleurs que certains d'entre eux sont sortis de la précarité. Leurs enfants ont retrouvé le chemin de l'école même ceux qui fréquentent des établissements privés. D'autres aident leurs parents.

Souvent, ceux qui sont recrutés dans ce projet sont des personnes vulnérables. Si elles n'étaient pas au chômage, elles s'acti-

vaient dans le petit commerce de survie. Leur témoignage souligne l'importance du projet. « Je n'ai jamais pensé qu'un jour j'aurai un emploi salarié et de surcroît percevoir 100.000 FCfa », confie Mbayang Thiam.

Aujourd'hui, grâce à cette convention entre le FERA et la mairie de Guédiawaye, un autre jalon est posé dans l'entretien des routes, mais également dans la lutte contre l'insalubrité qui préfigure le « Sénégal de nos rêves, un Sénégal de tous et pour tous ». Tous ceux qui ont visité Guédiawaye ont salué cette initiative. Les populations en appellent même à la pérennisation et à l'augmentation du nombre d'agents préposés à la tâche.

MBAYE MADEMBIA NDIAYE, SECRETAIRE ADMINISTRATIF

Au creux de la vague, le destin lui a souri

Il a retrouvé la joie de vivre. Grâce à la convention entre le FERA et la municipalité de Guédiawaye, Mbaye Demba Ndiaye travaille à nouveau et gagne assez bien sa vie. Il est recruté comme secrétaire administratif. Un nouveau départ pour cet homme qui a vu sa vie s'écrouler en un jour. Après des études en économie, il est embauché comme comptable dans une société. Vite, il gravit les échelons et devient chef-comptable. Il se marie, loue un appartement. C'est la belle vie. Il contracte un prêt et achète une voiture. Le jeune homme croque la vie à pleines dents. La société jadis florissante connaît des difficultés, son patron lui annonce son licenciement. Le monde s'écroule à ses pieds. Au début, ses indemnités lui permettent de vivre décemment, mais ses économies s'épuisent.

Maîtrisant bien le coran, il se reconvertisse conférencier et prêcheur. Mais ce travail ne lui assure pas des revenus réguliers et suffisants pour prendre en charge toutes ses dépenses. Conséquence ! Il ne paie plus régulièrement son appartement. Il vend son véhicule. Mais rien n'y fait. La vie de débrouille est difficile, concède-t-il. Devant les difficultés, il retourne au domicile familial, sort ses enfants de l'école privée où ils étaient inscrits. Fervent croyant, il raconte cet



épisode avec philosophie. Il en rit même. Grâce au partenariat entre la ville de Guédiawaye et le FERA, il a retrouvé le sourire. Mbaye Demba Ndiaye savoure les délices d'avoir, à nouveau, un salaire régulier.

Aujourd'hui, il dit assumer correctement ses responsabilités de père. Et il en est fier. « Quand je rentre après le travail, je suis fier », dit-il. Le conférencier se paie même le luxe d'engager un répétiteur pour ses enfants. Les voies du seigneur sont insondables, philosophe-t-il. C'était

inimaginable quand j'étais au creux de la vague, ajoute-il. Son souhait : la poursuite du partenariat entre le FERA et les communes du Sénégal. « Quand je prie, je formule le vœu que le partenariat se poursuive et qu'il soit même étendu à toutes les communes du Sénégal pour que des gens au chômage puissent trouver un emploi », confie-t-il. « S'il augmente la paie, ce serait une bonne chose », souffle-t-il, avec un large sourire qui en dit sur l'importance de ce projet.

KHADY FAYE, SUPERVISEUR

Une satisfaction morale



Khady Faye ne tarit pas d'éloges sur le partenariat entre la municipalité de Guédiawaye et le Fonds d'entretien routier autonome. « C'est le meilleur projet de la mairie », affirme-t-elle. Enthousiaste, la dame ajoute : « la ville est propre et des emplois sont créés au profit surtout des personnes vulnérables ». Cet enthousiasme, elle le manifeste sur le terrain. Chaque matin, elle vient avant l'heure et tient à ce que le travail soit fait convenablement. Recrutée comme superviseur, elle a sous sa responsabilité une équipe de 12 agents chargée du nettoyage de l'artère Rond-point Dial Mbaye au Rond-point de la préfecture. En plus du salaire, elle avoue trouver en ce boulot une satisfaction morale. « Quand je vois que nos rues sont devenues propres grâce à notre travail, ma joie est immense », dit-elle. Il s'y ajoute la reconnaissance de la population. « Tous les jours, les gens nous félicitent pour le travail que nous effectuons. Certains nous offrent de l'eau pour nous encourager. Cela montre que nous faisons du bon travail », confie-t-elle.

De ce travail, il en est résulté une prise de conscience de la part de Khady Faye. Elle dit ne plus supporter la vue du sable sur la chaussée et les débris jetés n'importe où. « Quand je vois du sable sur la route, j'ai mal au cœur », dit-elle. « Un jour, raconte-t-elle, notre chef m'a annoncé que le projet allait prendre fin en décembre 2018. Durant deux jours, je n'ai pas dormi. J'avais des insomnies. Vous ne pouvez pas mesurer l'importance de ce projet ». C'était une mauvaise blague de la part de ses supérieures !

Avec son salaire, elle dit aider son mari en contribuant aux charges du ménage, surtout en ce qui concerne la scolarité des enfants. Khady Faye est catégorique, les retombées de ce partenariat sont inestimables. Le projet d'entretien des routes confié aux communes touche les personnes vulnérables souvent oubliées par les politiques publiques et d'emplois. « Si on parle de politique en matière d'emplois, ce projet en est un. Il a permis à certains d'entre nous d'avoir une formation et de sortir de la précarité », insiste-t-elle.

COMMUNE DE DIAMAGUÈNE-DIACKSAO

MARIÈME FAYE, TECHNICIENNE DE SURFACE

Le chemin de la dignité

Marième Faye, 52 ans, voulait trouver du travail à n'importe quel prix. Son mari, chauffeur, travaille par intermittence et ne peut plus seul faire face aux charges du ménage. Elle voulait l'aider. Et grâce à son salaire, elle espérait également donner un peu d'argent à sa fille qui se débrouille bien à l'école malgré les conditions de vie difficiles afin de l'encourager. Quand Lansana Traoré, chef de division communautaire chargé du développement de la commune de Diamaguène-Diacksao, l'a appelée pour l'informer qu'elle a été prise dans le cadre du projet du dessablement de certaines artères de la municipalité, elle a soupiré et poussé un grand ouf de soulagement. Après les premières émotions, elle n'y a pas trop cru. « Je pensais que c'était une blague de mauvais goût. Il a fallu que je signe pour que je puisse y croire », avoue-t-elle.

Marième Faye n'est pas gâtée par la vie. Son existence rime avec la débrouille. Cette mère de trois enfants dont deux filles - l'aînée âgée de 28 ans est sans qualification professionnelle - veut que ses enfants aient le minimum. « Il m'arrivait même que je fasse le linge pour les voisins rien que pour avoir de quoi faire bouillir la marmite », confie-t-elle. Quand elle raconte certaines séquences de sa vie, elle ne peut s'empêcher de verser des larmes.

Reconnaissante à l'endroit de M. Traoré et du maire qui a amené ce projet dans sa commune, elle confie que son quotidien s'est nettement amélioré. Avec son salaire, elle paie le loyer (15 000 FCFA la chambre) et donne la dépense quand son mari rentre bredouille de sa journée. « Quand je descends du travail, je suis heureuse. Mes filles me disent qu'elles ont pitié de



moi, mais elles ne savent pas la satisfaction morale qui m'habite. Aujourd'hui, grâce à ce travail, quand je fais un petit prêt, on me l'accorde. Cela n'a pas de prix », confie-t-elle.

Marième Faye n'espérait pas avoir ce boulot. N'étant pas une militante politique, elle avait déposé son dossier à la mairie pour tout emploi disponible. Tous les jours, elle dit prier pour la pérennisation du projet qui l'a sortie de la précarité. « Définitivement », espère-t-elle.

COMMUNE DE KAOLACK

MAME MARIAMA BÂ, TECHNICIENNE DE SURFACE A KAOLACK

« Un salaire n'est jamais petit ; tout dépend de ce qu'on en fait »

Une chose lui faisait réellement plaisir, son emploi de technicienne de surface, c'est-à-dire d'agent de nettoyage de la ville de Kaolack. « J'avais un travail qui me rendait ma dignité et j'étais utile pour ma communauté en contribuant à rendre ma ville propre », explique Mame Mariama Bâ. Elle soutient que ce travail lui a permis de renforcer son commerce. Avant son recrutement, elle vendait de la friperie notamment des habits pour homme et des parfums. « Quand j'ai perçu mon premier salaire, je suis partie à Dakar pour acheter des produits », confie Mame Mariama Bâ.

Cette mère de quatre enfants est une femme très entreprenante ; elle sait fructifier ses revenus. Grâce à ses émoluments, au profit généré par son commerce, elle achète des moutons qu'elle engraisse et revend à chaque Tabaski. « J'y réalise de bonnes marges », dit-elle sans donner plus de détails. « Souvent les gens estiment que la rémunération n'est pas intéressante mais un salaire n'est jamais petit ; tout dépend de ce qu'on en fait, argumente-t-elle.

Mame Mariama Bâ ne demande qu'une chose : la reprise du projet. « C'est le mes-



sage que je lance à la fois aux responsables de la municipalité de Kaolack et à ceux du FERA. Ils doivent renouveler au plus vite le partenariat. » Elle dit attendre avec impatience le renouvellement de la convention entre la ville de Kaolack et le FERA et son rappel. « Ce serait vraiment génial », lance-t-elle.

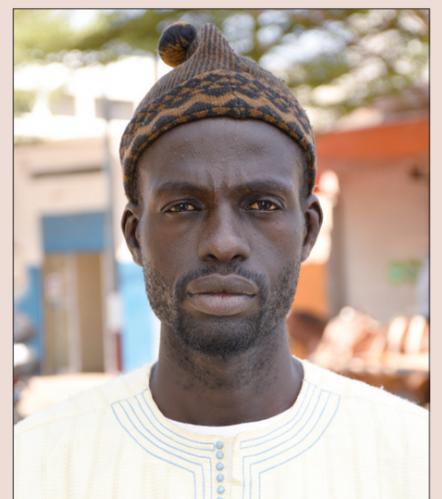
MOUSSA MBACKÉ NDIAYE, TECHNICIEN DE SURFACE A KAOLACK

Salarié pour la première fois

Il n'a qu'une question à la bouche. A quand le renouvellement de la convention liant le FERA à la ville de Kaolack ? Moussa Mbacké Ndiaye travaillait dans ce projet en qualité de technicien de surface, c'est-à-dire d'agent de nettoyage. « C'était une véritable bouffée d'oxygène pour moi », confesse ce marchand ambulant. Il confie que son salaire lui permettait de faire face à certaines charges. « Quand je percevais mon salaire, je payais ma location et donnais la dépense pour une semaine », indique Moussa Mbacké Ndiaye. « La somme peut paraître modique, mais elle était vitale pour moi », ajoute-t-il.

Ce marchand ambulant alliait le travail de technicien de surface avec son activité. Chaque jour, après avoir terminé son travail, il arpente les après-midis, les rues de Kaolack à la recherche de clients. « N'eût été le FERA, soutient-il, je ne pensais pas trouver un emploi salarié dans un programme étatique. Quand j'ai été appelé pour travailler dans ce projet, je n'y croyais pas. Il a fallu attendre le premier jour pour que j'y crois. »

Ce travail lui a permis de se faire une religion sur les efforts de l'Etat pour lutter contre le chômage et le sous-emploi. « Quand j'entendais parler de politique du



gouvernement visant à lutter contre le chômage et le sous-emploi, je disais que ce sont des vœux pieux. J'ai changé d'avis avec mon recrutement dans ce projet », confie Moussa Mbacké Ndiaye. Ce marchand ambulant plaide pour que tous les grands programmes de l'Etat puissent dérouler des actions qui ont un impact direct sur la vie des populations surtout celles qui sont les plus démunies. Ainsi, dit-il, leur impact sera plus ressenti. « Cela favorise leur appropriation », argumente Moussa Mbacké Ndiaye.

COMMUNE DE DIOURBEL

Modou Lô a retrouvé la dignité



C'est au plus profond de son désespoir qu'est intervenue la convention de partenariat entre la ville de Diourbel et le FERA portant sur le désenclassement et l'enlèvement des ordures sur la chaussée ainsi que le désenclassement des emprises. Modou Lô l'avoue : le sort semblait s'acharnait sur lui. Né en 1960, il ne pensait pas que la mauvaise passe qu'il traversait allait se terminer, un jour. Aussi, il a poussé un grand soupir quand il a été appelé pour faire partie des agents de nettoyage communément appelés techniciens de surface. « A l'époque, je vivais avec ma famille dans la grande maison familiale », souligne Modou Lô qui connaît bien la vie de débrouille.

Père de cinq enfants, il vendait des chaussures en parcourant la ville à la recherche d'hypothétiques clients. Cette vie de débrouille est dure, reconnaît-il. « Je pouvais rester toute une journée sans vendre une paire de chaussure », confie le quinquagénaire, la voix éteinte par l'émotion. Modou Lô n'a pas été épargné par les vicissitudes de la vie. A la difficulté d'assurer la dépense quotidienne, voilà que son épouse tombe malade. Une épreuve de plus. Alors qu'il se débat pour s'en sortir, son fils aîné et sa fille sont arrachés à son affection par la grande faucheuse. Bien que croyant, ces événements finissent par porter un sacré coup à sa « foi ». D'autant que quelques années auparavant, il avait fait faillite. « Je gérais une boutique prospère à Grand Médine à Dakar mais à cause d'une succession d'évènements malheureux j'ai fait faillite », note-t-il. C'est un homme au creux de la vague que le FERA a aidé à se relever. Aujourd'hui, il a retrouvé la joie de vivre. « Quand j'ai signé mon contrat, Je n'ai pas dormi le premier jour. Après quelques jours, j'ai quitté la maison familiale. Grâce à mon nouveau travail, je peux payer la location et assurer la dépense quotidienne », déclare confie Modou Lô. « Aujourd'hui, soutient-il, mon épouse s'adonne au petit commerce et nous parvenons à vivre dans la dignité. » Il n'a pas de mots pour exprimer sa gratitude au maire de Diourbel et au FERA.

Mesurant l'importance de son travail, il dit s'acquitter consciencieusement de sa tâche. « Je suis au boulot avant 8 heures et je ne quitte pas les lieux tant que le travail n'est pas terminé », insiste-t-il. « Je n'ai pas besoin d'un superviseur pour faire convenablement mon travail », ajoute Modou Lô.

Son souhait, c'est la pérennisation du programme. « Mon travail m'a permis de retrouver la dignité », confie-t-il.

COMMUNE DE KAOLACK

ELIMANE MANDIAYE CISSÉ, 7E ADJOINT AU MAIRE DE KAOLACK

«Grâce à ce projet, le visage de Kaolack était bon à voir»

En plus de l'amélioration du cadre de vie, le 7e adjoint au maire de la ville de Kaolack appelle de tout son vœu la pérennisation du projet. Il soutient que ce projet permet aux communes du Sénégal de lutter contre le chômage et le sous-emploi.

Quel est la nature de la convention qui vous lie avec le FERA ?

C'est une convention qui a permis à la commune de Kaolack d'assurer l'entretien de certaines routes. La ville de Kaolack est traversée par trois routes nationales (n°1, 4, 6). En dehors de cela, nous avons un certain nombre de routes communales déclassées notamment la route menant à Medina Baye et celle de Cœur de ville. Nous avons besoin de ce projet pour assurer l'entretien de ces infrastructures. Au plan social, le projet a permis à la municipalité d'employer des jeunes pour un temps déterminé. Une mairie ne peut pas absorber toute la demande sociale dans la ville. Des projets de ce genre, permettent de satisfaire la demande sociale pour répondre aux attentes des populations.

Ce projet a-t-il permis une amélioration du nettoyage des routes de la ville ?

Si vous parcourez la ville, vous allez vous en rendre compte. Le projet a inspiré la commune de Kaolack qui va initier un certain nombre d'actions allant dans le sens de la pérennisation de l'entretien routier. Nous avons senti un net mieux surtout en ce qui concerne le désenclassement. Le sable était à l'origine d'un certain nombre d'accidents routiers surtout avec les motos jakartas à cause des glissades et autres. Grâce à ce projet, le visage de Kaolack était bon à voir.



La convention est arrivée à terme. Avez-vous entrepris des démarches pour son renouvellement ?

Nous voulons aller même au-delà de son renouvellement. Nous souhaitons sa pérennisation. Madame le maire a entrepris des démarches au niveau du FERA. Un certain nombre de correspondances ont été envoyées par le canal du secrétaire général. L'accent a été mis sur les bienfaits du projet, sur la nécessité de le pérenniser.

FATOU KAIRÉ, AGENT DE NETTOIEMENT A DIOURBEL Le travail qui fait oublier un handicap

Fatou Kairé est une belle dame. Au commerce facile, elle étonne par sa joie de vivre. Du groupe d'hommes et de femmes qui nettoie les rues de la ville de Diourbel, elle se distingue par ses éclats de rire. Son statut de technicienne de surface ne la gêne pas. Au contraire, elle en est fière. « J'ai connu des moments plus durs », laisse-t-elle entendre. En effet, sa joie communicative cache une épreuve qu'elle dit vivre avec « philosophie ». Son époux, tailleur de profession, a perdu la vue du jour au lendemain. « Il me comblait et était toujours aux petits soins », souligne-t-elle, en prenant un air sérieux. Elle devient par la force des choses le chef de ménage.

Prenant ce handicap avec « philosophie, Fatou Kairé enchaîne les petits boulots. « J'ai fait le linge pour des voisins, j'ai vendu des cacahuètes », liste-t-elle. Mère de deux enfants, elle a travaillé durant six mois dans une manufacture artisanale de transformation. Fatou Kairé avoue que ce travail était dur et pas assez rémunérateur. Débrouillarde, elle s'aperçoit que le rôle de chef de famille n'est pas de tout repos. Aussi a-t-elle accueilli son recrutement comme technicienne de surface par un grand ouf de soulagement. Fatou Kairé l'analyse comme un signe du bon Dieu. Elle formule le vœu que le partenariat entre la ville de Diourbel et le FERA se poursuive. « Je demande aux responsables du FERA de continuer le partenariat. Ils ne peuvent pas mesurer l'impact social du programme », déclare Fatou Kairé. « Grâce à mon salaire, j'assure la dépense quotidienne et mon époux supporte mieux son handicap », ajoute-t-elle.



COMMUNE DE SAINT LOUIS

AIDA MBAYE DIENG, PREMIERE ADJOINTE AU MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

« Je salue le caractère éminemment social du projet »

Dans cet entretien, la première adjointe au maire de la commune de Saint-Louis loue le partenariat avec le FERA. Aida Mbaye Dieng demande sa pérennisation.

Comment la collecte des ordures ménagères et des déchets a été prise en charge avant l'intervention du FERA ?

On avait une collecte par régie et une collecte citoyenne avec les Gie. La collecte par régie se fait avec les camions, les bennes tasseuses de la municipalité qui passent dans les grandes artères pour ramasser les ordures. Mais il y a des quartiers avec beaucoup de sable et des ruelles où ces camions ne peuvent aller. La municipalité y a implanté des Gie qui font le porte à porte pour collecter les ordures et les ramènent à des endroits où les camions et les bennes tasseuses peuvent les ramasser.

Qu'est-ce que le FERA a apporté de plus ?

Le FERA a beaucoup aidé la municipalité par rapport au dessablement des rues mais également dans la collecte des ordures dans certains quartiers qui n'ont pas de Gie. Les rues sont devenues plus propres surtout les grandes artères où il y a moins de sable. Les ordures sont collectées régulièrement et c'est un grand soulagement pour la commune. Notre localité est agréable à vivre puisqu'il y a moins d'ordures.

Ce projet a-t-il permis à la municipalité de créer des emplois ?

Oui. Grâce à la convention avec le FERA, la municipalité emploie 100 personnes. C'est une bouffée d'oxygène parce que les collectivités territoriales ont des problèmes pour payer leurs agents. De plus, le sous-emploi est réel dans nos collectivités. Je salue le caractère éminemment social du projet. Chaque jour, des personnes nous sollicitaient pour avoir



emploi et grâce à la convention avec le FERA, nous avons pu donner du travail à certains. Les bénéficiaires et la municipalité y trouvent leur compte.

Quel est le profil des agents ?

Ce sont des femmes et des hommes qui n'avaient pas un emploi et qui voulaient s'occuper quelle que soit l'activité. En général, ce sont des personnes vulnérables.

Quelles sont les perspectives dans le partenariat entre le FERA et les collectivités territoriales ?

Il faut renforcer le partenariat. Nous voulons plus d'agents pour le nettoyage de toutes les artères de la commune de Saint-Louis. Nous souhaitons également une augmentation des émoluments de ces femmes et hommes qui sont en train d'abattre un travail colossal. Ce partenariat est bénéfique à tous points de vue pour la commune. Saint-Louis est une ville touristique et son apparence est importante. La ville doit être en permanence propre.